

Article 29 du Règlement

Que se serait-il passé sans eux? Comme le député l'a dit, il y a quelques instants, les compagnies pétrolières ont perdu des millions de dollars avant de trouver du pétrole. On nous a dit d'emprunter de l'argent et d'investir. Si nous l'avions fait, nous serions encore endettés jusqu'au cou. On nous a dit d'augmenter les impôts. Augmenter les impôts? Nous sommes déjà taxés jusqu'à la moëlle. Quand j'ai entendu le chef du parti libéral et le chef du parti socialiste d'alors, j'ai dû décider si j'allais voter pour le gouvernement ou pour l'opposition. J'ai conclu que notre situation était si mauvaise que je voterais pour le gouvernement et je suis content de l'avoir fait parce que cette politique a fait entrer les gens de l'Alberta et du Canada dans une nouvelle ère et leur a donné un nouvel espoir. Aucune des catastrophes qu'on redoutait n'est arrivée. C'est plutôt le contraire qui s'est produit.

J'entends parler de la perte de notre souveraineté. Nous ne la perdons pas. J'appuie l'entrée en scène d'Amoco, que le gouvernement approuve ou non, parce que je vois venir des États-Unis des millions, peut-être des milliards pour la mise en valeur de nos ressources et la création d'emplois, quelque 3 800 en Alberta seulement. J'ignore combien de centaines seront créés dans tout le pays. Les gens pourront travailler si la société reste active. Quelle est l'autre solution? Emprunter quelques milliards ou hausser les impôts. Les Canadiens ne veulent ni l'une ni l'autre, à mon avis.

J'ai entendu un député dire que nous voulons une solution canadienne. Presque tout le monde est en faveur d'une solution canadienne, mais sans jamais dire ce qu'elle est. La solution est-elle d'emprunter quelques milliards de plus et d'augmenter la dette nationale? Les Canadiens n'en veulent pas. Est-elle d'augmenter le prix de l'essence comme les libéraux l'ont fait quand ils ont permis à Petro-Canada d'acheter Petrofina deux fois plus cher qu'elle ne valait? La population ne veut pas de cela non plus. Nous avons une solution canadienne. C'est pour moi une solution canadienne de laisser Amoco nous faire profiter de son argent et de son expérience afin de procurer des emplois aux Canadiens et de mettre en même temps nos ressources en valeur.

Certains prétendent que nous bradons notre pays, des régions comme la mer de Beaufort et d'autres. Comment pouvons-nous les brader? Elles ne peuvent être développées que selon nos lois et règlements et sous notre contrôle. Elles ne peuvent être démenagées au sud de la frontière. C'est impossible. Le travail se fera conformément à nos lois et à nos règlements.

Quelqu'un s'est plaint des fonds importés de Hong Kong pour renflouer la Banque de Colombie-Britannique. Ils vont permettre à la banque de poursuivre son activité et aux employés de garder leur emploi. On utilisera l'argent provenant de Chine conformément aux lois de la Colombie-Britannique. Quel mal y a-t-il à cela? Je ne vois rien de mal à l'apport de capitaux d'autres pays comme les États-Unis, l'Allemagne, le Japon ou la Chine tant que ces pays respectent nos lois, que nous avons voix au chapitre et que ces capitaux assurent des emplois à nos concitoyens tout en mettant en valeur nos ressources. C'est ce que nous voulons. C'est ce qui fera un grand pays du Canada. C'est le genre de pays que je souhaite. Les contribuables ont payé de leur poche pour acheter les pompes à essence de Petrofina. Cela leur fait une belle jambe. On peut

toujours dire que Petro-Canada leur appartient. Je n'en veux pas en ce qui me concerne. Je veux que Petro-Canada exploite ses propriétés, qu'elle paie des impôts et qu'elle embauche des Canadiens comme n'importe quelle autre compagnie.

Je considère que cette compagnie a un bel avenir si les actionnaires permettent à Amoco d'apporter ses capitaux et son savoir-faire, d'exercer ses activités dans le respect de nos lois, de mettre en valeur notre industrie pétrolière, de revigorer notre économie et d'assurer des emplois à nos milliers de chômeurs.

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, j'ai toujours grand plaisir à écouter le député de Bow River (M. Taylor), surtout qu'il me permet de tirer quelques leçons de l'histoire. Mais je suis obligé de me placer dans une autre perspective historique. On a découvert le puits Leduc quatre ans avant ma naissance. Aussi, je ne rate jamais l'occasion d'entendre quelqu'un comme le député de Bow River et, quant à cela, le député de Qu'Appelle—Moose Mountain (M. Hamilton).

Le député de Bow River a dit quelque chose à propos des leçons de l'histoire. Je me rappelle l'un de mes professeurs en études bibliques qui, pour sa part, affirmait que l'histoire nous enseigne une chose, soit que nous n'en apprenons jamais les leçons. C'est peut-être bien une autre façon de dire que le débat de ce soir est un vieux débat comme l'a si bien rappelé le député de Bow River. Nous n'avons pas la prétention de dire quelque chose de nouveau. Nous répétons consciemment l'autre côté d'un argument qui dure depuis 40 ou 50 ans, ou depuis aussi longtemps que les Canadiens sont en désaccord sur la meilleure façon de développer nos ressources.

Après avoir écouté le député, une des choses que je regrette le plus dans l'histoire canadienne, c'est que les investisseurs canadiens, lorsque l'Alberta est venue en Ontario supplier qu'on lui fournisse des fonds pour développer ses ressources, n'étaient pas prêts à y consentir. S'ils avaient investi en Alberta, nous n'aurions pas cette affection pour l'argent américain que l'on trouve dans la mentalité albertaine. Le député de Bow River est un bon exemple de cela. Ce n'est pas une remarque négative. C'est simplement un fait que la mentalité des Albertains en a été affectée. Lorsqu'ils ont invité les Canadiens à investir dans leur avenir économique, ceux-ci ont refusé de le faire alors que les Américains ont accepté. Ils n'ont jamais oublié et cela a modifié le jugement politique, si vous voulez, de tous les Albertains dans toutes les décennies qui ont suivi celle de 1940.

• (2350)

Le député de Bow River dit qu'aucune des prévisions de l'époque ne s'est réalisée. Je ne suis pas d'accord là-dessus. Certaines des prévisions, comme beaucoup, ne se sont pas révélées tout à fait exactes, mais certaines des craintes soulevées à l'époque se sont révélées bien réelles. Il y avait un désaccord fondamental au sujet du pouvoir.

Le député de Bow River et le député de Qu'Appelle—Moose Mountain ont dit maintes fois ce soir qu'ils n'avaient rien contre ces sociétés pour autant qu'elles observent nos lois et nos règlements. La différence entre cette opinion et celle du NPD, c'est que pour nous, lorsque les multinationales qui nous